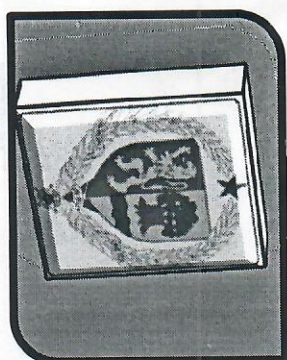
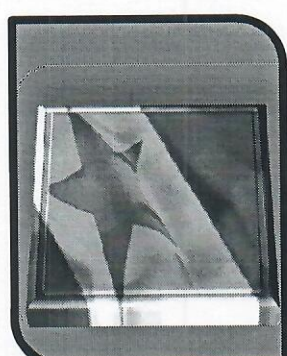


1324



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un peuple – Un but – Une foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



2025

REVUE ANNUELLE CONJOINTE DU DSRP II

PAR MONSIEUR THIerno SEYDOU NIANE,
COORDONNATEUR DE LA CSPLP/MEF

Méridien Président, Dakar le 20 Juillet 2009

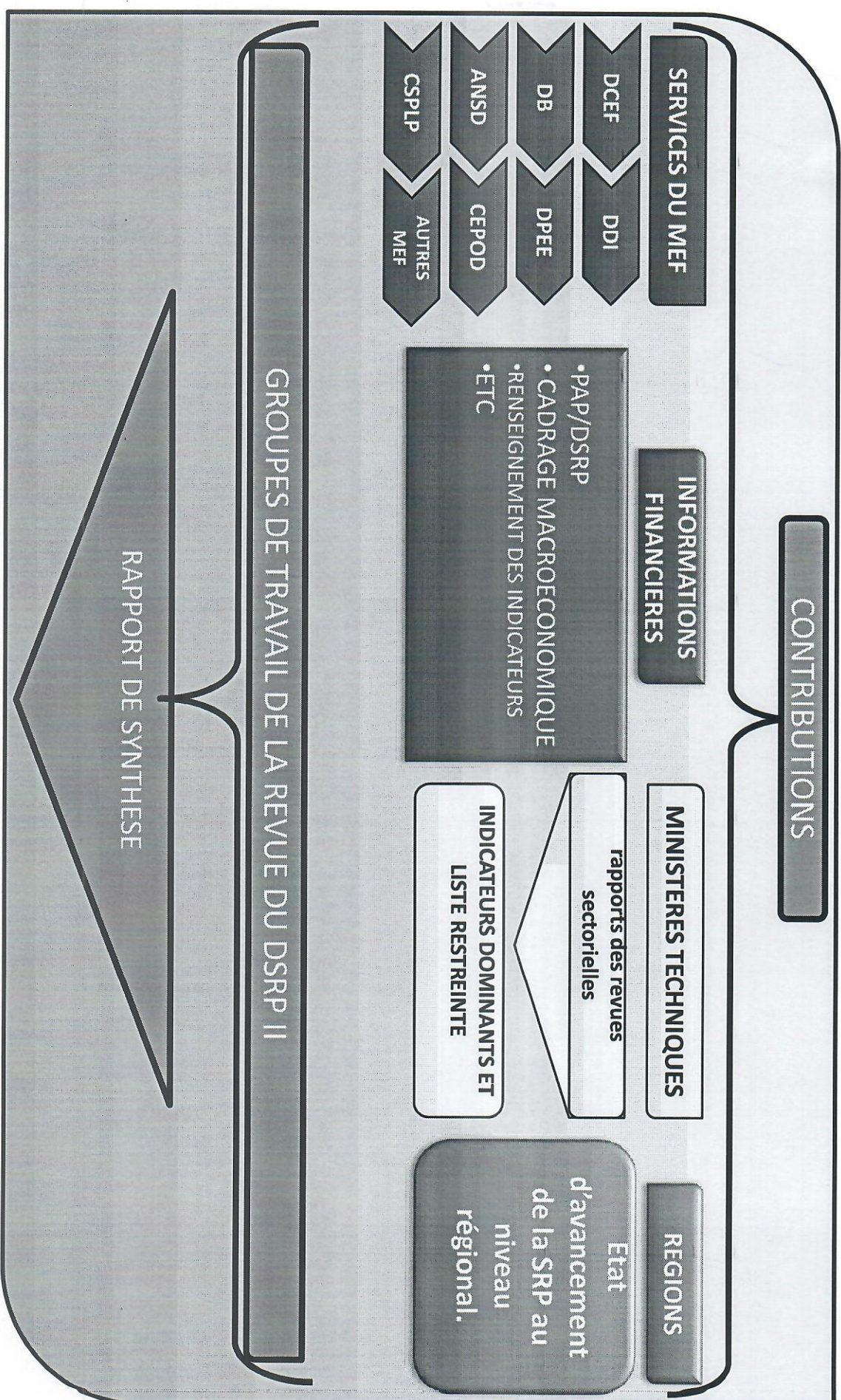
OBJECTIFS

REVUE ANNUELLE CONJOINTE DU DSRP II

Rendre compte des résultats enregistrés dans la mise en œuvre du DSRP
au cours de l'année 2008

Dégager des perspectives à court terme dans la conduite de la politique
économique et sociale

METHODOLOGIE



METHODOLOGIE

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Etape 1

PREMIER RAPPORT
PROVISOIRE

5 COMMISSIONS

Etape 2

DEUXIEME RAPPORT
PROVISOIRE

VALIDATION TECHNIQUE

Etape 3

ETAT D'AVANCEMENT

REVUE ANNUELLE DU DSRP

RAPPORT DE SYNTHÈSE

MAI 2009

Cadre macroéconomique

Niveau international

- Ralentissement de l'économie mondiale amorcée depuis 2007, s'est poursuivie en 2008
- Conjoncture mondiale affectée à la fois par la flambée des cours des matières premières et des produits de première nécessité

Niveau national

➤ Au niveau national, les prévisions de croissance n'ont pas été atteintes en 2008. Le taux de croissance du Pib réel, estimé en 2008 à 2,5%, est en forte baisse par rapport à 2007 où il était de 4,7%.

Ce qui traduit une faible expansion de l'activité économique qui est principalement liée aux contre-performances du secteur secondaire et au ralentissement du secteur tertiaire. Ce, dans un contexte marqué au plan interne, par des difficultés de gestion des finances publiques et de tensions de trésorerie.

Bilan 2008

Axe_1 : «Création de richesses et croissance pro-pauvre»

Stratégie de Croissance Accélérée

A la suite de la promulgation de la loi d'orientation n°2008-03 du 08 janvier 2008 et du décret d'application de la SCA, l'accent a été mis sur le lancement des activités des grappes en complément aux activités des commissions du Conseil Présidentiel de l'investissement (CPI). L'implication de la société civile, la vulgarisation de la SCA dans les régions et son opérationnalisation à la base ont fait l'objet de nouvelles initiatives en 2008.

Les contraintes majeures notées en 2008 étaient liées à la faible articulation entre les mesures identifiées dans le PA/SCA 2008 et les lignes du BCI 2008 et la non-disponibilité des coordonnateurs de grappe

Bilan 2008

Axe_1 : «Création de richesses et croissance pro-pauvre»

Activités du secteur tertiaire

COMMERCE

Pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages suite à la flambée des prix de première nécessité, le projet des magasins de référence a débuté en 2008, par la mise en place d'un réseau intégré de distribution. Bien que l'objectif soit d'installer plus de 600 magasins, 24 seulement ont pu être réalisés en 2008.

TOURISME

Dans le cadre de la sauvegarde et de la valorisation du potentiel touristique national, le nombre d'entrées de touristes par an a baissé de 272 700 visiteurs par rapport aux prévisions de 2008. Le projet de mise en place du système de suivi des informations touristiques est en bonne voie.

TIC

Le taux de pénétration du téléphone est passé à 50,94% en 2008, contre 38,97% en 2007, soit une hausse de près 12 points, grâce à la téléphonie mobile. Par contre, la hausse du taux de pénétration de l'Internet reste très faible de 0,10 point (0,43% en 2008, contre 0,33% en 2007).

Axe_1 : «Création de richesses et croissance pro-pauvre»

Densification du tissu industriel et développement des PME/PMI
Et mines

Les résultats notés en 2008 sont relatifs au vote de la loi d'orientation pour la promotion et le développement des PME (loi n°2008-29 du 28 juillet 2008) et le démarrage de l'élaboration de la Lettre de Politique Sectorielle des Petites et Moyennes Entreprises (LPS-PME)

➤ L'élaboration de la Lettre de Politique Sectorielle des Petites et Moyennes Entreprises (LPS-PME).

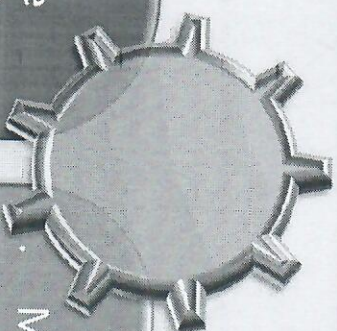
➤ La charte des PME a évolué en loi d'orientation pour la mise en place d'un environnement juridique favorable

➤ La Société d'Exploitation des Phosphates de Matam a produit, en 2008, 20.000 tonnes de phosphates naturels mis à la disposition du secteur agricole.

ENERGIE

2008

- L'énergie totale produite au cours de l'année 2008 a augmenté de 4%, passant à 2.401.376 MWh, contre 2.305.625 MWh en 2007
- Concernant l'amélioration et la sécurisation de l'accès durable des populations dans le domaine de l'électricité, le nombre de mégawatt mis en service est passé à 701 MW en 2008, contre 641 MW en 2007, pour un objectif cible de 700 MW en 2008
- Dans le domaine de l'électrification rurale, les résultats affichent un niveau satisfaisant avec un taux de 21% en 2008, soit environ 148 400 ménages ruraux ayant accès à l'électricité



Malgré l'augmentation de la production d'énergie en 2008, il a été relevé des perturbations dans la distribution de l'électricité. Les nombreux délestages notés ont non seulement perturbé la satisfaction de la demande des ménages, mais probablement influé négativement sur la productivité de l'économie nationale de manière générale

2008

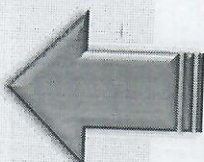
Bilan 2008

Axe_1 : «Création de richesses et croissance pro-pauvre»

TRANSPORT ET MOBILITE

Les objectifs visés dans le secteur du Transport et de la mobilité n'ont pas été atteints en 2008

2008



- Le nombre de km de pistes de désenclavement construites en milieu rural a connu une baisse entre 2007 et 2008, de même que le nombre de km de route revêtue.
- En termes de routes non revêtues classées récupérées par an, les réalisations ont baissé passant à 277,5 km en 2008, contre 373 km en 2007

Bilan 2008

Axe_1 : «Création de richesses et croissance pro-pauvre»

Mesures d'accompagnement

MICRO-FINANCE/EMPLOI

- ❖ Le dynamisme du secteur de la micro-finance est traduit par une hausse de 5% du nombre de bénéficiaires de crédits entre 2007 et 2008
- ❖ Le niveau du taux de sous-emploi était évalué à 18,20% en 2008, contre 20,90% en 2006.

SECTEUR PRIVE

MESURES CPI

- la simplification des procédures d'importation et d'exportation avec le fonctionnement à feu continu des opérations d'enlèvement des marchandises ;
- la simplification des procédures de dédouanement;
- la réduction des délais qui sont passés de 20 à 14 jours pour les exportations et de 26 à 18 jours pour les importations,
- la simplification des procédures de transfert de propriété avec des délais qui sont passés de 114 à 18 jours et des procédures de délivrance du permis de construire avec des délais qui passent de 217 à 78 jours ;
- l'adoption de textes d'application du Code du travail,
- la réduction des délais de création d'entreprises qui sont passés de 58 jours à 48 heures grâce au Bureau d'appui à la Création d'Entreprise de l'APIX.

Bilan 2008

Axe_1 : «Création de richesses et croissance pro-pauvre»

Mesures d'accompagnement

EQUITE DE GENRE

- il a été noté en 2008, l'adoption de la loi sur le traitement fiscal et la création par décret de la Direction de l'Equité et de l'Egalité de Genre et de l'Observatoire National des Droits de la Femme

PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT

➤ En 2006, le taux de sous-emploi était évalué à 20,90% et a atteint le niveau de 18,20% en 2008. Sur cette même période,

➤ le taux d'activité est également passé de 50,70 à 56,37% en 2008. Cependant, même si des efforts ont été faits, il est difficile d'apprécier l'évolution réelle de la situation, compte tenu de l'état actuel des statistiques.

SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR

- Le volume des transferts des migrants pour 2008, est évalué à 634,6 milliards contre 517,4 milliards de FCFA en 2007.

Bilan 2008

Axe_2 : « Accélération, Promotion de l'accès aux services sociaux de base »

Environnement et ressources naturelles

De nombreux efforts
consentis, notamment en
matière de suivi des feux
de brousse, en 2008

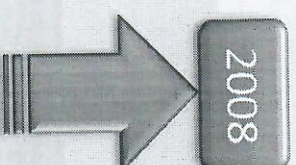
- Ratio Déforestation/déboisement à 1,25 contre 1,08.
- La quantité de biomasse consommée par les feux de brousse est évaluée à 952 900 tonnes de matière sèche contre 753 900 tonnes en 2007, soit une hausse de 26,4%.

Bilan 2008

Axe_2 : « Accélération, Promotion de l'accès aux services sociaux de base »

EAU ET ASSAINISSEMENT

- Objectifs d'accès à l'eau potable ont été atteints en 2008 tant en milieu urbain qu'en milieu rural.
- L'assainissement en milieu urbain est passé de 63,9 % en 2007 à 63,4% à fin 2008.



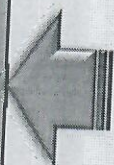
Les résultats enregistrés dans l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont, dans l'ensemble, globalement positifs et laissent présager que le Sénégal pourrait atteindre les objectifs à l'horizon 2015.

Bilan 2008

Axe_2 : « Accélération, Promotion de l'accès aux services sociaux de base »

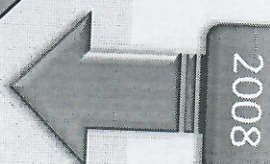
La santé

Entre 2007 et 2008, la plupart des indicateurs dans le domaine de la santé se sont détériorés



- ❖ Taux de couverture en TPI_2 de 53,7%, en dessous de la cible de 65% prévue en 2008, contre 60% en 2007
- ❖ Taux de consultation primaire globale (curative et préventive) estimé à 58% en 2008, contre 60% en 2007 (provisoire).

- les malades du SIDA mis sous ARV s'élève à 9.252 individus en 2008, contre 7.325 en 2007
- En 2008, 80% des enfants de 0 à 11 mois étaient complètement vaccinés, pour un objectif de 70%. Le taux de vaccination en PENTA_3 est de 88% en 2008 pour un objectif d'au moins 85%.



Bilan 2008

Axe_2 : « Accélération, Promotion de l'accès aux services sociaux de base »

— le secteur Habitat et Cadre de vie

Dans le domaine des actions pour l'éradication des bidonvilles et des habitats précaires, des efforts ont été faits, mais les objectifs annuels restent encore à atteindre.

Le nombre de parcelles viabilisées a beaucoup reculé par rapport à 2007, la cible des 9.250 parcelles par an prévue dans le cadre des OMD, risque de ne pas être atteints

En 2008, les résultats font état de 27.750 personnes sorties des habitats précaires et relogées, contre un objectif des OMD de 73.575 personnes.

Bilan 2008

Axe 3: « Protection sociale, prévention et gestion des risques et catastrophes »

EXTENSION DE LA PROTECTION SOCIALE

Les objectifs sont globalement atteints avec la Stratégie nationale d'exécution de la couverture du risque maladie (Snecrm). Cependant, la mise en œuvre d'actions prioritaires relevant de la protection sociale reste encore timide malgré tous les efforts déployés en 2008

➤ L'objectif du réajustement du niveau de pensions à 50% entre 2002 et 2011 a déjà été atteint dès 2008

➤ La couverture maladie des personnes âgées de 60 ans et plus au Sénégal (environ 759 767) ne couvre que 15,8% de cette population qui bénéficie de couverture sociale assurée par l'IPRES et le FNR.

Axe 3: « Protection sociale, prévention et gestion des risques et catastrophes »

EXTENSION DE LA PROTECTION SOCIALE

❖ A travers la mise en œuvre du Plan SESAME, l'Etat a consenti 800 millions de FCFA en 2008, et a réhabilité deux centres spécialisés en gériatrie

❖ Le nombre d'enfants retirés des pires formes de travail et réintégrés dans le système socio éducatif est passé de 1 462 en 2007 à 13 198 en 2008.

➤ la plateforme nationale de réduction des risques et catastrophes a été instituée par le décret 2008-211 du 04 mars 2008

➤ protection et du suivi des groupes vulnérables, l'objectif de 2008 a été atteint

➤ le nombre de ménages vulnérables bénéficiaires d'allocation de ressources (assistance sociale), s'élève à 3 745, doublant même l'objectif de 2008

Bilan 2008

Axe 4: « Bonne gouvernance et développement décentralisé et participatif »

GOVERNANCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

la discipline budgétaire a été fortement entamée dans la période du premier semestre de 2008

Le Gouvernement a apporté les mesures correctives nécessaires dans le second semestre de 2008. Celles-ci ont porté, entre autres, sur :

➤ la révision de la politique des subventions qui s'est avérée non soutenable par les finances publiques ;

➤ la décision de faire un audit des dépenses extrabudgétaires des ministères, des agences et des établissements publics pour avoir une appréciation plus précise de la dette dite flottante recevable ;

➤ la restauration de la cohérence globale entre le cadrage macroéconomique et budgétaire et le budget de l'Etat ;

Bilan 2008

Axe 4: « Bonne gouvernance et développement décentralisé et participatif »

AMELIORATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DE LA PRATIQUE DES MARCHES PUBLICS

L'appel d'offres, comme principe directeur devant sous-tendre l'exécution de la commande publique, a été respecté durant l'année budgétaire de 2008 et les abus dans les marchés de gré à gré ont été contenus dans des proportions de 6% en fin d'année 2008

La durée moyenne de passation de marchés publics est de 129 jours en 2008 soit une baisse de 21 jours

Concernant les marchés passés par entente directe, le dernier trimestre de l'année 2008 affiche un taux de 6% nettement en dessous du plafond trimestriel limité à 20% dans le cadre du PEF/ISPE (2007-2010).

Axe 4: « Bonne gouvernance et développement décentralisé et participatif »

Transparence budgétaire et contrôle externe

S'agissant du Contrôle externe exercé sur la gestion des finances publiques par la Cour des Comptes et l'Assemblée Nationale, l'apurement du passif en matière de production et de dépôt des comptes de gestion (soit trois années de retard) et des projets de lois de règlement (soit 6 années de retard) se poursuit.

Avant la fin de l'année 2008, le compte de gestion de 2005 et les projets de lois de règlement de 2002 et de 2003 ont été transmis à la Cour des comptes soit globalement un pourcentage de 33% par rapport aux passifs susvisés.

Bilan 2008

Axe4: « Bonne gouvernance et développement décentralisé et participatif »

GOVERNANCE JUDICIAIRE

l'analyse de la carte judiciaire ayant révélé des goulots d'étranglement nuisant à l'efficacité globale des juridictions, une réflexion sur la Nouvelle Carte Judiciaire a été menée et finalisée, afin de les éliminer

La Commission Nationale de Lutte Contre la Non Transparence, la Corruption et la Concussion (CNLCC) a reçu, dans le cadre de la Lutte contre la corruption, 10 réclamations en 2008, contre 15 en 2007, soit une tendance à la baisse. Elle a mené au niveau national et régional, en présence de tous les acteurs économiques et sociaux, des activités d'information et de sensibilisation.

Bilan 2008

Axe 4: « Bonne gouvernance et développement décentralisé et participatif »

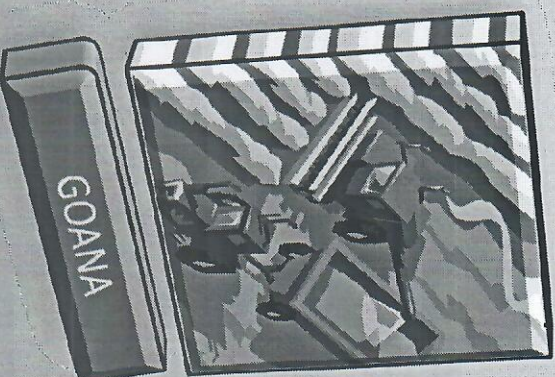
GOVERNANCE LOCALE

Le cadre institutionnel et organisationnel de la Gouvernance locale est marqué par la réforme territoriale, avec la création de nouvelles collectivités locales

- En termes de financement des Collectivités locales, pour l'exercice budgétaire 2008, le Gouvernement a augmenté les ressources en respectant le critère de répartition des FECL et FDD dans le budget hors dette
- Après l'adoption du plan d'actions de la Déclaration de Paris, le Gouvernement a signé avec 7 PTF, un Arrangement Cadre relatif aux Appuis Budgétaires (ACAB),
- Dans le cadre de l'amélioration du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de la SRP, un Schéma Directeur de la Statistique (SDS) a été mis en place

➤ Pour 2009, il est prévu la poursuite du ralentissement de la croissance avec un taux de 1,5%, nettement inférieur au taux proposé dans le scénario tendanciel du DSRP Source : DPÉE, juin 2009

➤ Ce ralentissement est fondé entre autres sur la contre-performance du secteur secondaire

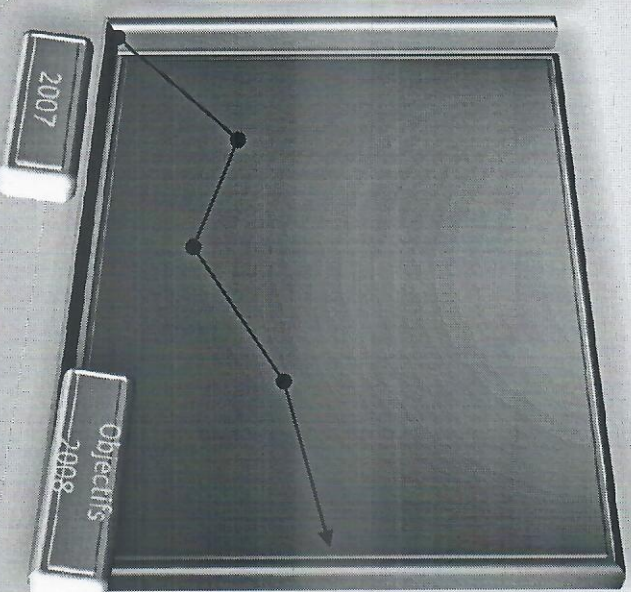


- Le ralentissement attendu de la croissance pourrait être atténué par la réussite d'une bonne campagne agricole
- La gestion budgétaire devrait se traduire par une progression des recettes fiscales
 - La pression fiscale s'établirait à 19,9% du PIB
 - la hausse des dépenses, tirée par celles des investissements, elle devrait s'établir à 4,2%
- Les dépenses en capital projetées en hausse de 10,1% seront financées à hauteur de 62,7% sur ressources internes

CONCLUSIONS

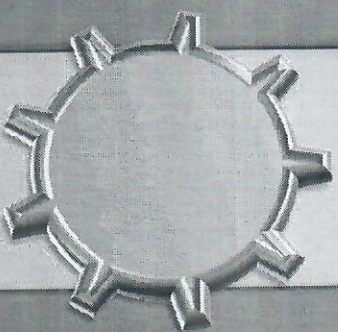
En guise de conclusion, il faut retenir que l'environnement macroéconomique interne et international a été difficile depuis fin 2007, avec une croissance économique nationale en baisse par rapport aux objectifs.

- Le ralentissement de la croissance a eu probablement des répercussions sur les conditions de vie des populations
- Ainsi, les résultats des secteurs sociaux restent globalement en dessous des performances réalisées en 2007
- Des efforts restent à faire pour l'atteinte des OMD dans les secteurs de l'éducation et de la santé



Dans le cadre de la protection sociale et la gestion des risques et catastrophes, les objectifs sont réalisés pour l'année 2008. Toutefois, la mise en œuvre des actions prioritaires relevant de la protection sociale reste encore timide malgré tous les efforts déployés en 2008.

La mise en œuvre des réformes du CMP est bien enclenchée et tous les organes sont fonctionnels, conformément à la volonté du pays de se hisser aux normes et standards internationaux en matière de passation des marchés publics et de transparence dans la gestion budgétaire.



- La discipline budgétaire a été fortement entamée dans la période du premier semestre de 2008.
- Mais toutefois, les mesures correctives nécessaires ont été apportées par le Gouvernement.

RECOMMANDATIONS (1)

Pour lever les contraintes, plusieurs recommandations ont été retenues

Au niveau macroéconomique, il a été principalement retenu d'initier des réformes et mesures nécessaires pour un processus de rattrapage de la croissance, conformément au scénario tendanciel du DSRP en vue de mieux s'inscrire dans la dynamique d'atteinte des OMD.



➤ Accélérer la mise en œuvre de la SCA avec une actualisation du plan d'actions ;

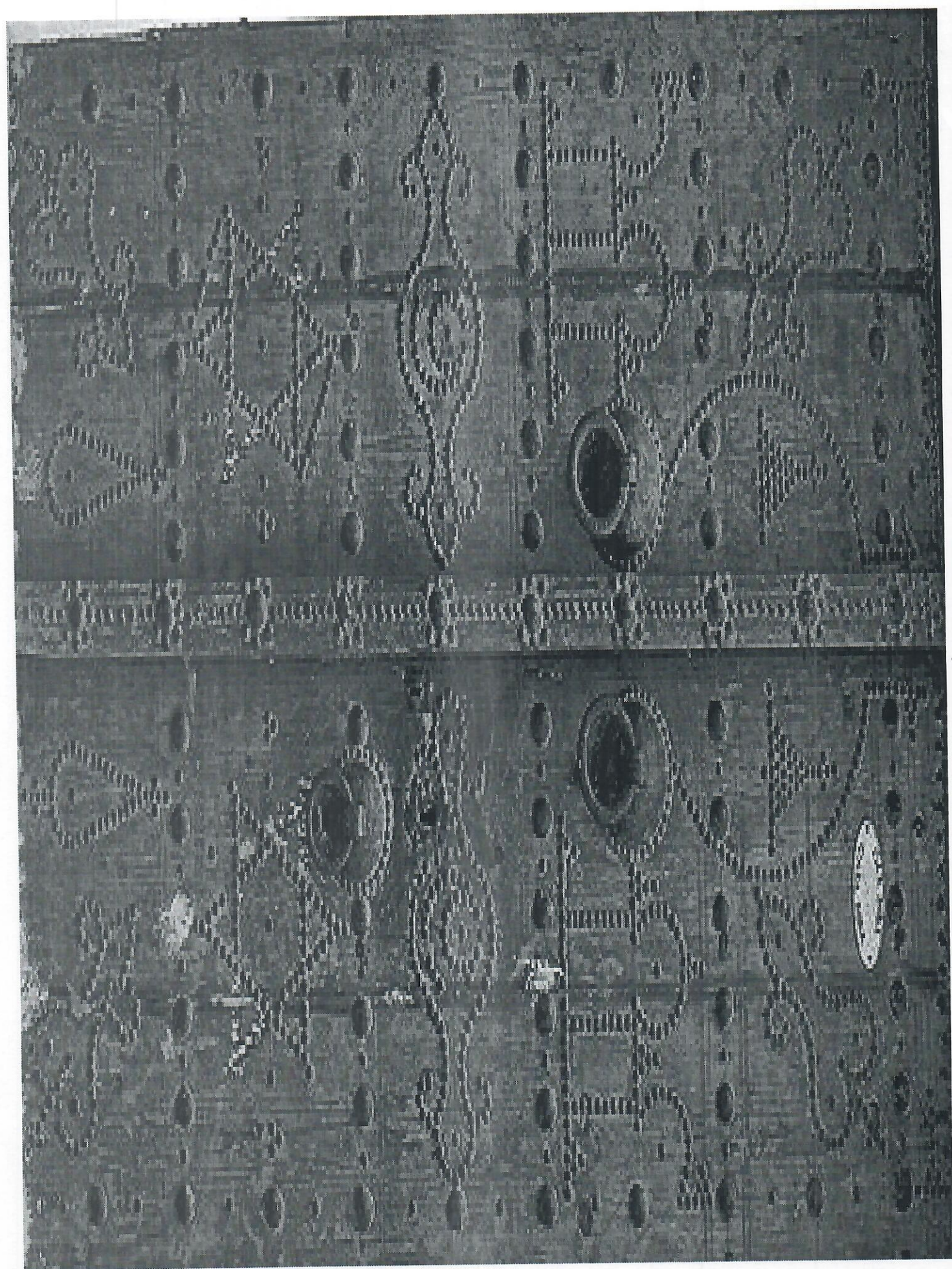
- Procéder au lancement du processus de préparation de la formulation du DSRP de troisième génération qui vise l'atteinte des OMD au Sénégal.

RECOMMANDATIONS (2)

Au titre du suivi de la mise en œuvre du DSRP, il faut favoriser une Gestion Axée sur les Résultats (GAR) dans les Ministères Techniques.

• A cet égard, les moyens au Système Statistique National (SSN) doivent être renforcés, dans le cadre du financement du Schéma Directeur de la Statistique (SDS).

➤ Respecter la planification budgétaire du DSRP
➤ Adopter un plan global d'accélération des réformes budgétaires et financières pour conforter la crédibilité du Budget.



Le secteur de l'éducation

Le secteur de l'éducation a enregistré des résultats positifs sur le taux brut de scolarisation, le taux brut d'admission et l'accroissement des effectifs de la formation professionnelle et technique. Sur le taux d'achèvement du primaire, les résultats ne sont pas, en revanche, à la hauteur des attentes

- le taux brut d'admission au Cours d'Initiation (CI) est passé à 113,6% en 2008, contre 110,4% en 2007, dépassant ainsi les prévisions de 2008 (110,3%)
- Le taux d'achèvement du primaire s'est établi à 58,4% en 2008, dépassant son niveau de 2007 (55,1%), mais légèrement plus bas que le niveau prévu (58,6% en 2008)
- Augmentation des effectifs à hauteur de 6% dans le domaine de l'éducation qualifiante, dépassant l'effectif global de 3 points